

# Feuille Officielle

## DES ILES SAINT-PIERRE & MIQUELON

PARAISANT LE JEUDI DE CHAQUE SEMAINE.

### PRIX DES ANNONCES :

UNE A SIX LIGNES. . . . . 3 FRANCS.  
CHACQUE LIGNE AU-DESSUS. . . 0 FR. 40 CENT.  
Les répétitions d'avis judiciaires, sans modifications, seront payées à raison de moitié du prix ci-dessus pour chaque ligne au-dessus de six.

NUMÉRO 23.

JEUDI 6 JUIN 1867.

### PRIX DE L'ABONNEMENT :

UN AN. . . . . 15 FRANCS.  
SIX MOIS. . . . . 8 »  
TROIS MOIS. . . . . 4 »  
UN NUMÉRO. . . . . 0 FR. 50 CENT.

### PARTIE OFFICIELLE.

Règlement général du 7 Novembre 1866 sur :

- 1<sup>o</sup> L'administration des quartiers, sous-quartiers et syndicats maritimes; 2<sup>o</sup> L'inscription maritime; 3<sup>o</sup> Le recrutement de la flotte; 4<sup>o</sup> La police de la navigation; 5<sup>o</sup> Les pêches maritimes.

(Voir les numéros 16-22).

Art. 255. Les bâtiments à voiles, lorsqu'ils font route à la voile ou en remorque, portent les mêmes feux que les bâtiments à vapeur en marche, à l'exception du feu blanc du mât de misaine, dont ils ne doivent jamais faire usage.

Art. 256. Lorsque des bâtiments à voiles sont d'assez faible dimension pour que leurs feux verts et rouges ne puissent pas être fixés d'une manière permanente, ces feux sont néanmoins tenus allumés sur le pont à leurs bords respectifs, prêts à être montrés instantanément à tout navire dont on constaterait l'approche, et assez à temps pour prévenir l'abordage.

Ces fanaux portatifs, pendant cette exhibition, sont tenus autant en vue que possible, et présentés de telle sorte que le feu vert ne puisse être aperçu de bâbord avant et le feu rouge de tribord avant.

Pour rendre ces prescriptions d'une application plus certaine et plus facile, les fanaux sont peints extérieurement de la couleur du feu qu'ils contiennent, et doivent être pourvus d'écrans convenables.

Art. 257. Les bâtiments tant à voiles qu'à vapeur mouillés sur une rade dans un chenal ou sur une ligne fréquentée, portent, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil, un feu blanc placé à une hauteur qui n'excède pas 6 mètres au-dessus du plat-bord et projetant une lumière uniforme et non interrompue tout autour de l'horizon à la distance d'au moins un mille.

Art. 258. Les bateaux pilotes à voiles ne sont pas assujettis à porter les mêmes feux que ceux exigés pour les navires à voiles; mais ils doivent avoir en tête de mât un feu blanc visible de tous les points de l'horizon, et de plus montrer un feu blanc de quart d'heure en quart d'heure.

Art. 259. Les bateaux de pêche non pontés et tous les autres bateaux également non pontés ne sont pas tenus de porter les feux de côté exigés pour les autres navires; mais ils doivent, s'ils ne sont pas pourvus de semblables feux, se servir d'un fanal muni sur l'un de ses côtés d'une glissoire verte et sur l'autre d'une glissoire rouge, de façon qu'à l'approche d'un navire ils puissent montrer ce fanal en temps opportun pour prévenir l'abordage, en ayant soin que le feu vert ne puisse être aperçu de bâbord et le feu rouge de tribord.

Les navires de pêche et les bateaux non pontés qui sont à l'ancre, ou qui ayant leurs filets dehors sont stationnaires, doivent montrer un feu blanc.

Ces mêmes navires et bateaux peuvent, en

outre, faire usage d'un feu visible à de courts intervalles, s'ils le jugent convenables.

Art. 260. En temps de brume, de séjour comme de nuit, les navires font entendre les signaux suivants toutes les cinq minutes au moins, savoir :

Les navires à vapeur en marche, le son du sifflet à vapeur qui est placée en avant de la cheminée à une hauteur de 2<sup>m</sup>40 au-dessus du pont des gaillards.

Les bâtiments à voiles, lorsqu'ils sont en marche, font usage d'une corne.

Les bâtiments à vapeur et à voiles, lorsqu'ils ne sont pas en marche, font usage d'une cloche.

Art. 261. Si deux navires à voiles se rencontrent courant l'un sur l'autre directement ou à peu près, et qu'il y ait risque d'abordage, tous deux viennent sur tribord pour passer à bâbord l'un de l'autre.

Art. 262. Lorsque deux navires à voiles font des routes qui se croisent et les exposent à un abordage, s'ils ont des amures différentes, le navire qui a les amures à bâbord manœuvre de manière à ne pas gêner la route de celui qui a le vent de tribord; toutefois, dans le cas où le bâtiment qui a les amures à bâbord est au plus près, tandis que l'autre a du large, celui-ci doit manœuvrer de manière à ne pas gêner le bâtiment qui est au plus près. Mais si l'un des deux est vent arrière, ou s'ils ont le vent du même bord, le navire qui est vent arrière ou qui aperçoit l'autre sous le vent manœuvre pour ne pas gêner la route de ce dernier navire.

Art. 263. Si deux navires sous vapeur se rencontrent courant l'un sur l'autre, directement ou à peu près, et qu'il y ait risque d'abordage, tous deux viennent sur tribord, pour passer à bâbord l'un de l'autre.

Art. 264. Si deux navires sous vapeur font des routes qui se croisent et les exposent à s'aborder, celui qui voit l'autre par tribord manœuvre de manière à ne pas gêner la route de ce navire.

Art. 265. Si deux navires, l'un à voiles, l'autre sous vapeur, font des routes qui les exposent à s'aborder, le navire sous vapeur manœuvre de manière à ne pas gêner la route du navire à voiles.

Art. 266. Tout navire sous vapeur, qui approche un autre navire de manière qu'il y ait risque d'abordage, doit diminuer sa vitesse ou stopper et marcher en arrière, s'il est nécessaire. Tout navire sous vapeur doit, en temps de brume, avoir une vitesse modérée.

Art. 267. Tout navire qui en dépasse un autre gouverne de manière à ne pas gêner la route de ce navire.

Art. 268. Lorsque, par suite des règles qui précèdent, l'un des deux bâtiments doit manœuvrer de manière à ne pas gêner l'autre, celui-ci doit néanmoins subordonner sa manœuvre aux règles énoncées à l'article suivant.

Art. 269. En se conformant aux règles qui précèdent, les navires doivent tenir compte de tous les dangers de la navigation. Ils auront égard aux circonstances particulières qui peuvent rendre nécessaire une dérogation à ces règles, afin de parer à un péril immédiat.

Art. 270. Rien dans les règles ci-dessus ne saurait affranchir un navire, quel qu'il soit, ses armateurs, son capitaine ou son équipage, des conséquences d'une omission de porter des feux ou signaux, d'un défaut de surveillance convenable, ou, enfin, d'une négligence quelconque des précautions commandées par la pratique ordinaire de la navigation ou par les circonstances particulières de la situation.

Art. 271. Les capitaines des navires de commerce peuvent communiquer à la mer, tant avec les bâtiments de guerre français et anglais qu'avec les sémaphores établis sur les côtes de France et sur celles du Royaume-Uni, au moyen du *Code commercial de signaux* adopté par les deux puissances et proposé par elles à l'adhésion des autres Etats.

Les communications adressées par les capitaines à leurs armateurs, et réciproquement sont transmises par les sémaphores et portées à domicile, soit directement, soit par toute station télégraphique, aux conditions déterminées par le tarif.

### CHAPITRE VII.

#### Passagers.

Art. 272. Les commissaires de l'inscription maritime doivent porter les passagers individuellement sur les rôles d'équipage, quels que soient leur âge et leur condition, avec l'indication exacte de leurs noms, prénoms, âge, lieux de naissance, filiation et profession.

Art. 273. Le capitaine, maître ou patron qui embarque ou débarque des passagers sans que la mention en soit faite au rôle d'équipage encourt les peines édictées par les articles 4 et 5 combinés de la loi du 19 mars 1852.

Art. 274. Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables à l'embarquement des passagers à bord des bâtiments, quelle que soit leur destination, spécialement affectés à des transports périodiques de voyageurs. Les capitaines desdits bâtiments sont seulement tenus de dresser une liste des passagers qu'ils ont embarqués indiquant leurs noms, prénoms, âges, qualités, lieux de naissance et domicile. Ils ferment cette liste au moment d'appareiller du port de départ ou de relâche, en affirmant l'exactitude en y apposant leur signature, et la font remettre au bureau de l'inscription maritime, vingt-quatre heures au plus tard après leur départ.

Art. 275. Lorsqu'un détachement de troupes prend passage à bord d'un navire de commerce, le chef de détachement exerce sur ses hommes le pouvoir disciplinaire qu'il aurait eu sur eux à terre. Il punit, conformément aux lois militaires, les fautes qui peuvent être commises par eux contre la discipline intérieure du corps. Mais il ne peut faire exécuter la peine prononcée, quelle qu'elle soit, qu'avec l'autorisation du capitaine du bâtiment.

Quant aux fautes commises par les militaires embarqués contre la discipline du bord, le capitaine peut, ou les punir lui-même d'après les dispositions des articles 52 et 58 de la loi du 24 mars 1852, qui sont appli-





Certaines pêches peuvent être momentanément interdites au delà de trois milles au



large de la laisse de basse mer, sur la demande des pêcheurs ou de leurs représentants.

La pêche aux filets traînants peut être autorisée même en dedans de trois milles, sur la proposition des préfets maritimes.

Art. 300. Toute espèce de pêche, par quelque procédé que ce soit, à moins de trois milles de la côte, peut, sur une étendue déterminée du littoral, être temporairement interdite, lorsque l'interdiction est reconnue nécessaire pour sauvegarder, soit la reproduction des espèces, soit la conservation du frai ou du fretin.

L'interdiction est prononcée par un décret impérial rendu sur la proposition du ministre de la marine et des colonies.

Art. 301. La pêche des huîtres est libre du 1<sup>er</sup> septembre au 30 avril, sur les bancs hors baies ou situés à trois milles des côtes, avec tous bateaux pontés et non pontés, sans tonnage déterminé.

Toutefois, dans la partie de mer qui a fait l'objet de la convention du 2 août 1839, les pêcheurs se conformeront au règlement international rendu en exécution de ladite convention.

Les préfets maritimes fixent par des arrêtés les époques d'ouverture et de clôture de la pêche des huîtres sur les bancs dans l'intérieur des baies et sur ceux situés à moins de trois milles de la côte.

Ils désignent les huîtrières qui seront mises en exploitation.

La pêche des huîtres est interdite avant le lever et après le coucher du soleil.

Art. 302. La pêche à pied des huîtres n'est autorisée que pendant la période où elle est permise en bateau.

Elle est interdite sur les bancs accessibles à basse mer qui sont fermés à l'exploitation.

Art. 303. Il est permis de disposer des huîtres n'ayant pas les dimensions réglementaires pour les élever dans les parcs.

Il est également permis de déposer dans les parcs des huîtres de provenance étrangère.

Art. 304. Les infractions en matière de pêche côtière sont passibles des peines portées par la loi du 9 janvier 1852.

Art. 305. La pêche de la truite et du saumon, dans la partie salée des fleuves et rivières, est soumise aux prescriptions du décret du 21 octobre 1863.

Art. 306. Toute demande en autorisation de création de parcs et claires à huîtres, ainsi que de dépôts permanents de coquillages, sur une partie du domaine public maritime, doit être accompagnée d'un plan détaillé des ouvrages à construire et d'un plan d'ensemble du rivage, rapporté sur la carte marine de la localité, de manière à faire connaître la situation du parc ou du dépôt.

Ces demandes sont soumises à une enquête pendant quinze jours, à dater de l'apposition des affiches destinées à les faire connaître.

Les autorisations accordées sur le domaine public maritime sont révocables et ne constituent pas un titre de propriété.

Art. 307. Des fossés et réservoirs à poissons peuvent, après autorisation, être établis sur les propriétés recevant l'eau de mer.

Les autorisations sont accordées par le ministre de la marine et des colonies, après enquête dans la forme prescrite pour les établissements huîtriers.

Art. 308. La pêche du hareng et la pêche du maquereau avec ou sans salaison à bord peuvent être effectuées en tous temps et en tous lieux.

Les armements pour celle dite avec salaison à bord peuvent être préparés dans tous les ports sans distinction, et ne sont assujettis à aucune prescription de minimum d'équipage, de filets ou d'avitaillements.

Il leur est délivré du sel français en quantité illimitée et en franchise de tous droits, et du sel étranger au droit de 50 centimes les 100 kilogrammes.

L'expédition des bateaux et d'importation des produits de pêche, soit par les bateaux eux-mêmes, soit par les navires dits chasseurs, peuvent avoir lieu dans tous les ports où se trouvent un agent de la marine et un receveur des douanes, sous la seule condition que la constatation des engagements entre les armateurs, patrons et marins, ainsi que le règlement des comptes après le voyage, auront lieu au bureau de la marine.

Art. 309. Les marins faisant la pêche du corail en Algérie sont considérés comme étant en cours de voyage et ne sont pas sujets aux appels.

Les pêcheurs de la Manche sont autorisés, après avoir mis à terre leurs engins de pêche, à exporter leurs produits en Angleterre sans être assujettis à un armement au cabotage.

A cet effet ils font apposer sur leur rôle un visa spécial.

Art. 310. Une commission permanente des pêches est chargée :

1<sup>o</sup> De donner son avis sur toutes les demandes qui peuvent être présentées dans le but de former les établissements qu'il est possible d'autoriser sur le domaine maritime ;

2<sup>o</sup> D'indiquer les modifications à apporter aux divers règlements relatifs à la pêche et à la navigation, ainsi que les mesures propres à placer la population maritime dans de meilleures conditions.

Art. 311. Les obligations à remplir pour avoir droit aux primes accordées aux pêches de la morue, de la baleine et du cachalot sont réglées par la loi du 18 juillet 1860 et par le décret du 15 juillet 1861, qui a prorogé pour dix ans les décrets des 20 août et 29 décembre 1851.

L'exercice de la pêche à la côte de Terre-Neuve est régi par les décrets des 2 mars 1852 et 22 mars 1862, sanctionnant les dispositions qui sont périodiquement arrêtées par les armateurs dans leurs réunions générales.

Art. 312. Il est permis à tout capitaine d'un navire armé pour la pêche de la morue en Islande, d'appareiller et de faire route pour sa destination à l'époque de l'année qui lui convient.

Art. 313. Les commissions instituées par les articles 9 et 13 du décret du 29 décembre 1851 pour constater la qualité des morues présentées dans les ports de l'Empire et destinées à nos colonies et possessions autres que l'Algérie, et pour faire la même constatation à l'arrivée dans nos dites colonies ou possessions, sont composées comme suit :

1<sup>o</sup> En France, d'un courtier de commerce, d'un négociant ou d'un armateur pour la pêche, désignés par le président du tribunal de commerce ; de deux employés de douane ;

2<sup>o</sup> Dans les colonies ou possessions françaises, d'un officier de l'administration de la marine ; d'un agent de l'inspection coloniale ; d'un fonctionnaire de l'administration municipale ; d'un sous-inspecteur ou vérificateur des douanes ; d'un membre de la chambre ou du bureau de commerce ; de deux négociants notables, d'un officier de santé de la marine ou d'un pharmacien avec voix consultative, nommés par le gouverneur.

Art. 314. Les commissions coloniales sont tenues de procéder à la vérification des chargements dans les vingt-quatre heures qui suivent le débarquement et la mise à leur disposition des barils ou boucauts de poissons, et d'avoir complètement terminé leurs opérations dans un délai de dix jours au plus.

Elles sont autorisées à faire ouvrir seulement le nombre de barils ou boucauts qui leur paraîtrait nécessaire pour pouvoir constater avec certitude la bonne qualité et l'état de conservation des morues.

FIN.

DÉPÊCHE ministérielle relative à la pêche de la morue à Terre-Neuve. — Un armateur peut renoncer en cours de voyage à son expédition de pêche.

Paris, le 27 avril 1867.

Monsieur le Commandant,

Par lettre du 23 février dernier, vous m'avez consulté sur la question de savoir si l'armateur d'un navire expédié de France pour la pêche de la morue, soit à Terre-Neuve, soit aux îles Saint-Pierre et Miquelon, pouvait changer, en cours de voyage, la nature de son expédition, en se soumettant aux pénalités dont est frappé l'armateur qui ne fait pas suivre à son navire la destination indiquée dans sa soumission : cette pénalité, fixée par l'article 15 de la loi du 22 juillet 1851, consiste dans le paiement du double de la prime reçue ou demandée.

Tout ce qui se rattache à la liquidation des primes pour la pêche de la morue rentrant dans les attributions de M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, je n'ai pas voulu vous répondre avant d'avoir pris l'avis de mon collègue.

J'ai donc écrit à M. de Forcade, le 3 de ce mois, et Son Excellence vient de me faire connaître qu'elle pensait ainsi que moi, que la question dont il s'agit devait être résolue affirmativement.

M. le Ministre du commerce et des travaux publics est, en effet, aussi d'avis que s'il se présente en cours de voyage, une opération plus favorable que celle de la pêche, il n'y a pas de motif pour en priver l'armateur, sauf à ce dernier à demeurer passible de la pénalité prévue par l'article 15 de la loi du 22 juillet 1851.

Je vous prie de donner à l'administration coloniale des instructions dans le sens de la présente dépêche, dont je prescris l'insertion au *Bulletin officiel* de la marine.

Recevez, Monsieur le Commandant, l'assurance de ma considération très-distinguée,

*L'Amiral Ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies,*

Signé RIGAUT DE GENOUILLY.

ARRÊTÉ du Commandant concernant la chasse des lapins.

Saint-Pierre, le 20 mai 1867.

NOUS COMMANDANT DES ILES SAINT-PIERRE ET MIQUELON.

Vu l'arrêté du 9 mai 1865, qui règle le temps de la chasse aux îles Saint-Pierre et Miquelon ;

Attendu que des dispositions ont été prises pour l'introduction des lapins à l'état sauvage dans la colonie et qu'il faut en assurer la reproduction ;

Vu l'ordonnance du 20 janvier 1847 ;

Vu l'article 44 de l'ordonnance organique du 18 septembre 1844 ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur, Le Conseil d'administration entendu ;

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. La chasse du lapin ou la destruction de cet animal à l'état sauvage par quelque moyen que ce soit, est interdite jusqu'à nouvel ordre aux îles Saint-Pierre et Miquelon.

Art. 2. Quiconque sera convaincu d'avoir contrevenu à la disposition qui précède sera puni d'une amende de 5 à 30 francs, à laquelle pourra être joint un emprisonnement de cinq jours au plus.

Art. 3. L'Ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie et déposé au contrôle colonial.

V. CREN.

Par le Commandant :

*L'Ordonnateur,*

A. LE CLOS.



Par décision du Commandant, en conseil d'administration, dans la séance du 27 mai 1867, la liste des notables a été arrêtée ainsi qu'il suit, pour l'année 1867 :

| MM.                    | MM.                        |
|------------------------|----------------------------|
| Cordon (François).     | Humbert (Joseph).          |
| Cordon (Victor).       | Ledret (Eugène).           |
| Coste (Henry).         | Lecote (Auguste).          |
| Coste (Léonie).        | Lecharpentier (Hippolyte). |
| Crassin (Yves).        | Lemaître (Amand).          |
| Delamare (Ernest).     | Lytayé père.               |
| Duchesne (Joseph).     | Mazier (François).         |
| Durieux (Joseph).      | Mignot (Hippolyte).        |
| Detcheverry (Auguste). | Paturel (André) Is.        |
| Folquet (Eugène).      | Pépin (François).          |
| Fréchon (Constantin).  | Pépin (Pierre).            |
| Fréchon (Léon).        | Pichot (Julien).           |
| Briand (Victor).       | Prima (Jean-Marie).        |
| Gautier (Emmanuel).    | Vigneaux (Alex.) fils.     |
| Hamel (Jacques).       | Vidart (Jean-Baptiste).    |

ARRÊTÉ portant nomination des assesseurs, près le Conseil d'appel, statuant comme tribunal criminel, pour l'année 1867.

Saint-Pierre, le 31 mai 1867.

NOUS, COMMANDANT DES ILES SAINT-PIERRE ET MIQUELON,

Vu les articles 49, 50 et 51 de l'ordonnance concernant l'organisation judiciaire et l'administration de la justice aux îles Saint-Pierre et Miquelon.

Sur la proposition du Chef du Service judiciaire ;

ARRÊTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. Sont nommés pendant un an, assesseurs près le Conseil d'appel, statuant comme tribunal criminel :

MM. Prima,  
Pépin (François),  
Mignot,  
Lecharpentier (Hippolyte).

Assesseurs suppléants :

MM. Mazier,  
Gautier (Emmanuel).

Art. 2. Le Chef du Service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré partout où besoin sera, transcrit au greffe du Conseil d'appel, et, en outre inséré, tant au *Journal* qu'au *Bulletin officiels* de la colonie.

Signé : CREN.

Par le Commandant :

Le Chef du Service judiciaire.

Signé : FAURE.

Par décision de l'Ordonnateur, en date du 25 mai 1867, le sieur Lescalier (Louis), a été nommé infirmier titulaire à l'hôpital de la colonie, aux appointements de 700 francs par an.

Par ordre de l'Ordonnateur, en date du 27 mai 1867, M. Frappaz, commis de marine, rentrant de congé, prend la direction du Secrétariat de l'Ordonnateur et du Détail des Fonds.

Par ordre de l'Ordonnateur, du 27 mai 1867, M. Omnès, commis de marine, remet le service des Approvisionnements et des Vivres, dont il était chargé, à M. Laboye, aide-commissaire de la marine, arrivant de France, et reste chargé de la Comptabilité du matériel des divers services, en qualité de garde-magasin.

Par ordre de l'Ordonnateur, du 27 mai 1867, M. Laboye, aide-commissaire de la marine, arrivant de France, prend la direction des services des Approvisionnements et des Vivres, des Revues et des Hôpitaux.

Par ordre de l'Ordonnateur, du 27 mai 1867, M. Leroux, écrivain auxiliaire de la marine, remet le détail des Revues et celui des Hôpitaux, dont il était provisoirement

chargé, à M. Laboye, aide-commissaire de la marine, arrivant de France, et le détail des Fonds et le Secrétariat de l'Ordonnateur, à M. Frappaz, commis de marine, revenant de congé, de France.

## POSTE AUX LETTRES.

La goëlette postale *Stella-Maris*, est partie pour Sydney, avec la correspondance de la colonie pour les Etats-Unis d'Amérique et d'Europe, le 30 mai, à 8 heures du soir.

## PARTIE NON OFFICIELLE.

### ÉTAT CIVIL.

Saint-Pierre.

#### NAISSANCES.

30 mai. — Lafitte (Josephine-Jeanne).

#### DÉCÈS.

29 mai. — Enguehard, (Marie-Jeanne-Clotilde).  
23 ans.

30 mai. — Crutch, (Joseph-Louis). 7 mois.

### NOUVELLES MARITIMES.

#### Mouvements du Port.

##### BÂTIMENTS DU COMMERCE.

###### ARRIVAGES.

Navires métropolitains :

28 mai. — Brick *Espiegle*, capitaine Vincent, venant de Bordeaux, chargé de sel.

29 mai. — Brick *Hyacinthe-Marie*, capitaine Marin, venant de Saint-Malo, chargé de diverses marchandises ; — goëlette *Jeune-Bayonnaise*, cap. Daguerre, venant de Saint-Jean, chargé de sel. *Passagers* : 2 femmes et 1 marin pêcheur ; — brick *Charlotte-et-Louise*, capitaine Falange, venant de Cette, chargé de sel.

30 mai. — Trois-mâts *Olivier-Jean-Marie*, cap. Lamusse, venant de Granville, chargé de sel.

1<sup>er</sup> juin. — *Lusitanie*, capitaine Morvan, venant de Saint-Pierre (Martinique), sur lest.

2 juin. — Goëlette *Sirène*, patron Cormier, venant de Miquelon, sur lest.

Navires étrangers :

28 mai. — Goëlette *Lealy*, capitaine Ermain, venant d'Halifax, chargée de bois de construction ; — *Carie*, capitaine Dagle, venant de Miquelon, chargée de fletan ; — *Elisa*, capitaine Jossé, venant de Miramichi, chargée de bois de construction ; — *Douve*, capitaine Boudret, venant du cap Breton, chargée de bestiaux ; — *Sea-Brise*, capitaine Hibbs, venant de l'île du Prince-Edouard, chargée de bois de construction ; — *Atalanta*, capitaine Skner, venant de Miramichi, chargée de bois de construction.

1<sup>er</sup> juin. — Goëlette *Jane*, capitaine Eskarmik, venant de l'île du Prince-Edouard, chargée de bestiaux.

3 juin. — Goëlette *Marie-Adèle*, capitaine Fortin, venant de Québec, chargée de bois et de farine ; — *Magenta*, capitaine Frezer-Shith-Haber, chargée de bois ; — Vapeur *Ariel*, capitaine Eguin, venant de Saint-Jean, sur lest. — *Elnor-Chase*, cap. Welin, venant de la Nouvelle-Ecosse, chargée de bois de construction.

4 juin. — *Levant*, cap. Kénenn, venant de Saint-Jean, sur lest.

Navires métropolitains et goëlettes locales venant des bancs de pêche.

28 mai. — Goëlette *Paul-et-Louis*, capitaine Bode, 24,000 morues ; — *Ticino*, patron Neveu, 15,000 morues ; — *Blonde*, capitaine Legallais, 13,000 morues ; — *Pêcheur*, patron Ruval, 12,000 morues ; — *Harmonie*, patron Meunier, 1,800 morues ; — *Colombe*, patron Prévot, 2,000 morues ; — *Cemète*, patron Lessard, 3,300 morues ; — lougre *Béranger*, capitaine Buret, 14,000 morues.

29 mai. — Goëlette *Louise*, patron Basquier, 300 morues ; — *Marie-Françoise*, patron Jaube, 1,800 morues ; — *Magenta*, patron Cruchon, 2,500 morues ; — brick *Liquidateur*, capitaine Chambert, 15,000 morues ; — *Maria*, capitaine Prieur, 18,000 morues ; — *Hirondelle*, patron Richard, 1,200 morues ; — *Napoléon IV*, patron Hebert, 3,500 morues ; — brick *Indécis*, capitaine Girault, 25,000 morues.

1<sup>er</sup> juin. — Goëlette *Dorothée*, patron Loromondy, 8,000 morues ; — *Sophie*, patron Chapet, 14,000 morues.

2 juin. — Goëlette *Marie-Joséphine*, patron Jardin, 1,000 morues ; — *Rigolette*, capitaine Quevert, 5,000 morues.

3 juin. — Goëlette *Vainqueur-des-Jaloux*, patron Chevalier, 1,500 morues ; — *Sealarck*, patron Gautier, 3,500 morues ; — *Jeune-Union*, patron Merdrignac, 3,000 morues ; — *Rusée*, patron Lemarchand, 1,000 morues.

4 juin. — *Caroline*, patron Grandais, 11,000 morues ; — *Entreprise*, patron Enguehard, 2,500 morues ; — *Sept-Sœurs*, patron Bataille, 1,500 morues ; — *Joséphine*, patron Choppin, 1,700 morues ; — trois-mâts *Duc-de-Penthièvre*, capitaine Benoit, 18,000 morues ; — brick *Fabien*, capitaine Raoult, 18,000 morues ; — *Mogador*, capitaine Joly, 9,000 morues ; — Goëlette *Victorine*, capitaine Rachinel, 3,000 morues ; — *Joséphine*, patron Gilbert, 2,000 morues ; — *Annette*, patron Richard, 23,000 morues ; — *Augustine*, capitaine Gavran, 8,000 morues.

#### DÉPARTS.

Navires métropolitains et étrangers partis pour diverses destinations :

1<sup>er</sup> juin. — Trois-mâts *Molière*, capitaine Ohgarray, allant à la Réunion.

3 juin. — Brick-goëlette *Lusitanie*, capitaine Morvan, allant à Marseille.

Allant sur les Bancs de pêche :

Navires métropolitains :

29 mai. — Lougre *Béranger*, capitaine Buret ; — trois-mâts *Christophe-Colomb*, capitaine Galissard.

1<sup>er</sup> juin. — Brick *Liquidateur*, capitaine Chambert.

4 juin. — Brick *Indécis*, capitaine Girault.

Goëlettes locales :

28 mai. — *Etoile-Polaire*, patron Rocher ; —

*Mouette*, patron Lessard ; — *Quatre-Frères*, capitaine

Moulin ; — *Eugénie-Marie*, patron Jean.

29 mai. — *Harmonie*, patron Menier ; — *Comète*,

patron Lessard ; — *Blonde*, patron Le Gallois ; —

*Espiegle*, patron Vigneau.

31 mai. — *Louise*, patron Pasquier ; — *Magenta*,

patron Cruchon.

1<sup>er</sup> juin. — *Mère-de-Famille*, patron Lemoine ; —

*Elisa-Marie*, patron Legasse.

3 juin. — *Emilie*, patron Disnard ; — *Sophie*, patron

Chappé ; — *Rigolette*, patron Qu'vert ; — *Jessie*, patron

Dauvet ; — *Charles-Henry*, patron Lechaudeler.

4 juin. — *Sept-Sœurs*, patron Bataille ; — *Marie-*

*Joséphine*, patron Jardin ; — *Active*, patron Denis ;

— *Rainbow*, patron Gilbert ; — *Mars*, patron Leblanc ;

— *Jeune-Union*, patron Merdrignac ; — *Dorothée*,

patron Parramendy ; — *Rusée*, capitaine Lemarchand.

5 juin. — *Entreprise*, patron Enguehard ; — *Vain-*

*queur-des-Jaloux*, patron Le Chevallier.

## ANNONCES.

### AVIS.

Messieurs les Débiteurs anglais de la succession de feu Constant DEBROISSE, en son vivant, négociant en cette île, sont prévenus que MM. Frehill, négociant en cette île, quai de la Roncière, et Paturel (André), agent d'affaires, rue de Sèze, sont chargés d'opérer le recouvrement des créances anglaises appartenant à ladite succession, et qu'ils ont seuls qualité pour donner quittances valables des à-comptes ou soldes versés à partir du 18 mai dernier.

En conséquence, tout paiement fait par lesdits débiteurs à toute autre personne et à partir de la date précitée, sera nul et de nul effet.

## EN VENTE

A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

### CERTIFICAT DE CHARGEMENT

(PÊCHE DE LA MORUE.)

PRIX : 10 CENTIMES.

### LE BULLETIN

Des Actes administratifs de la Colonie

N<sup>os</sup> de JANVIER à DÉCEMBRE 1866.

Abonnement pour l'année, 6 francs.

Chaque n<sup>o</sup> séparé, 1 fr.

Saint-Pierre. — Imprimerie du Gouvernement.